

Municipales à Paris : NKM veut instaurer "un jury citoyen pour attribuer les logements sociaux"

La candidate UMP à la mairie de Paris estime également que les élus du Conseil de Paris ne doivent pas en bénéficier.

Dans une interview [accordée à 20 Minutes](#), Nathalie Kosciusko-Morizet aborde le thème du logement et explique quels sont ses projets en la matière pour la ville de Paris, notamment en termes de logements sociaux. "Je propose la révolution de la transparence et de l'équité avec l'instauration d'un jury citoyen dans chaque arrondissement, sélectionné par tirage au sort, pour une durée d'un an", annonce-t-elle. L'objectif de ce jury : attribuer les logements sociaux en toute transparence.

"Aujourd'hui, c'est la mairie centrale qui présélectionne trois dossiers par appartement en amont des commissions d'attribution. Le système est porteur d'opacité. Je souhaite aussi que les critères d'attribution fassent une meilleure place au travail et à l'intérêt général", ajoute-t-elle, citant au passage "les enseignants, les infirmières ou les policiers", dont elle souligne les difficultés à se loger.

La candidate UMP à la mairie de la capitale précise enfin que les élus du Conseil de Paris ne pourront plus bénéficier de logements sociaux si elle est élue. "Un conseiller de Paris ne peut pas être en logement social dans un contexte où il y a près de 140000 demandeurs de logements sociaux, estime-t-elle. Les candidats sur mes listes dans une position très favorable devront quitter leur logement social avant le dépôt des listes (...) Ceux qui sont sur des positions que l'on espère gagner mais qui ne sont pas acquises aujourd'hui prendront un engagement à quitter le logement en cas d'élection via un préavis qui sera rendu public".